

L'ISLAM CONFISQUÉ ©

Stratégies dynamiques pour un ordre statique

(Texte publié en 1994 in « Moyen Orient : migrations, démocratisations, médiations » sous la direction de Riccardo Bocco et Mohammed Reza Djalili aux Presses Universitaires de France)

Quinze ans après la révolution islamique iranienne, le mouvement fondamentaliste musulman résiste aux tentatives de systématisation. Analystes et experts en sont souvent réduits à des études cas par cas ou pays par pays sans pouvoir, en général, tirer de conclusions globales d'expériences hétérogènes et dispersées. A de très rares exceptions près, les traductions politiques ou sociales des idéologies fondamentalistes islamiques s'inscrivent en creux dans un contexte national ou international dont la réaction à leur égard va d'une tolérance agacée à un rejet vigoureux. Contrairement aux prévisions triomphalistes de ses zéloteurs ou alarmistes de ses détracteurs, l'expansion "islamique" demeure inégale et limitée même si elle rencontre une large connivence populaire. Les doctrines étrangères à la culture arabe et musulmane, dont les échecs ont sans doute contribué au déclenchement du phénomène, avaient connu des succès beaucoup plus foudroyants et une adhésion plus résolue des élites. Pétromonarchies de la péninsule mises à part, tous les pays arabes et musulmans ont fait, souvent dans l'enthousiasme, l'expérience de la démocratie parlementaire ou populaire plus ou moins tempérée de pouvoir personnel ou oligarchique. Il est courant aujourd'hui de condamner ces expériences qui auraient failli à assurer le développement économique, politique, social des pays concernés et n'auraient réussi qu'à générer des dynasties de profiteurs brutaux et rapaces. L'échec, rapporté aux autres expériences du Tiers Monde, n'est cependant pas si patent. Les résultats ne sont pas pires qu'ailleurs, parfois meilleurs, et ne sauraient justifier le radicalisme absolu des fondamentalistes plutôt que des tentatives de réformisme des structures existantes.

Les ressorts du succès du discours fondamentaliste auprès des masses musulmanes sont à peu près identifiés. Il n'est pour s'en convaincre que de revoir ce reportage à Alger, après le premier tour des élections législatives de 1992, où un jeune hilare déclarait enthousiaste : " Avec le FIS, on va faire le miracle." Tout part de l'axiome que le monde arabo-islamique est un monde à part auquel son histoire et sa résistance culturelle au Nord donnent un statut particulier. Naturellement riche et prospère, il est victime d'une conspiration planétaire dont Israël est le point focal et les régimes politiques actuels un avatar. Il lui suffit de

revenir à ses valeurs fondamentales pour retrouver "l'âge d'or". Le discours est simple, voire simpliste, mais d'autant plus suffisant qu'il est légitimé par la répression des possédants locaux et des réactions occidentales virulentes, fondées sur la mémoire collective d'affrontements anciens et le rejet viscéral de valeurs autrefois partagées et péniblement dépassées. Cela posé, les réalisations concrètes des quelques régimes "islamiques" installés pourraient amener à réfléchir. L'Iran et le Soudan ne peuvent apparaître, même aux yeux des plus indulgents, comme des modèles de la réussite politique, économique et sociale promise. Certes l'URSS et les démocraties populaires ont conservé jusqu'à l'effondrement final de chauds partisans de leur modèle dans le monde entier malgré leurs bilans désastreux. On sait cependant aujourd'hui à quel point ce courant de sympathie était organisé, encadré et souvent, pour ses promoteurs extérieurs, rétribué. On peut comprendre sans peine l'attrait du discours fondamentaliste, à la fois contestataire, identitaire et prometteur, sur les masses. La motivation des tribuns qui le tiennent et de ceux qui, pour une raison ou une autre, encadrent ou entretiennent le mouvement est souvent moins directement accessible à l'observateur.

LES PROMOTEURS

A ce titre deux pays sont à peu près unanimement considérés comme les promoteurs et les soutiens de l'activisme islamique. L'Iran et l'Arabie, berceaux des deux grandes branches de l'Islam paraissent se livrer, par leur action directe ou par des relais musulmans interposés, à une sorte de surenchère théocratique supposée rendre au *Dar al Islam* son éclat originel et apporter à l'ensemble du monde, qui n'en demande manifestement pas tant et s'en inquiète, les bienfaits de la vraie foi. Cependant, dans les deux cas, l'identification des acteurs et l'analyse des *modus operandi* conduisent à s'interroger tant sur les buts effectifs de ce nouvel esprit de croisade que sur ses effets objectifs et les réactions qu'il suscite.

L'imperium persan

Le régime iranien, à la lueur de son discours, est soupçonné par certains observateurs occidentaux d'une sorte de volonté "trotskyste" de changer le sort du monde par l'instauration révolutionnaire d'une République islamique universelle. L'investissement idéologique, humain et financier consenti par l'Iran dans ce domaine ne paraît cependant pas à la hauteur d'une telle ambition.

A travers son bilan, ses réalisations et ses clivages internes, la révolution islamique iranienne apparaît clairement comme un phénomène de réaction plutôt que d'évolution dynamique. La "révolution blanche" de l'Iran impérial, politique autoritaire de développe-

ment industriel et économique résolument moderniste et occidentalisé, a suscité l'inquiétude conjuguée du mercantilisme "*bazari*" et d'un clergé chiite dont l'essentiel des revenus provenait de la rente terrienne et foncière. Le thème de la défense des intérêts du bazar n'étant guère mobilisateur, c'est au clergé chiite qu'est revenu le soin de structurer la résistance au nom d'un retour aux valeurs fondamentales de l'Islam, thème d'autant mieux accepté que le progressisme autoritaire du Shah brisait sans les remplacer tous les référentiels sociétaux des masses iraniennes. Le score de près de 25% des voix obtenu aux élections présidentielles du 11 juin 1993 par le candidat du bazar, Ahmad Tawakkoli et la récente invalidation du ministre d'ouverture économique, Mohsen Nourbakhch, rappellent que, quinze ans après la révolution, le bazar reste, dans l'ombre des religieux et intimement lié à leurs intérêts, le véritable gardien des acquis. Ce choix d'un retour à un mode d'organisation économique et politique qui projetait en avant les exclus et les laissés pour compte de la politique impériale se faisant au nom de la religion impliquait cependant que l'Iran islamique n'ait pas de rival en Islam, pas plus que les bolchéviks ne pouvaient tolérer de rival à gauche. Non arabe et schismatique, l'Iran chiite ne peut prendre le risque de voir ses options religieuses légitimantes contestées par le gardien supposé de l'orthodoxie que constitue l'Arabie Séoudite à laquelle l'oppose de plus une concurrence géopolitique régionale. Toute la stratégie de l'Iran islamique s'est donc organisée autour du rapport avec l'Arabie, forte de ses soutiens occidentaux, et en rivalité avec elle.

Si l'on considère les points d'application de "l'expansionnisme" iranien, il apparaît clairement que celui-ci n'a nullement la vocation universelle dont il se réclame parfois. Son problème paraît être en revanche d'avoir toujours un temps d'avance dans tous les domaines, en particulier celui des valeurs islamiques, sur son rival. Contrairement au vibrant Guide de la révolution libyenne dont on retrouvait la trace jusque dans les Caraïbes ou les îles du Pacifique, l'Iran de Khomeyni cible et dose ses actions. Du respect pointilleux et parfois surréaliste des prescriptions coraniques au rôle de fer de lance de la lutte contre Israël par Hizballah interposé, on le trouve en tête de tous les combats du monde musulman, réussissant même à distinguer matière à mobilisation où les docteurs sunnites n'avaient pas trop vu malice, comme dans les "Versets sataniques" de Salman Rushdie. Contrairement à l'Arabie qui, *nolens volens*, affiche une collusion permanente avec l'Occident, l'Iran se présente comme le héros de la résistance culturelle et du défi permanent à l'impérialisme du Nord, longue-

ment humilié au cours d'interminables prises d'otages qui révèlent ses contradictions et ses compromissions.

Mais c'est principalement dans le contournement géostratégique de l'Arabie que se manifeste ce qui passe pour l'expansionnisme iranien et l'exportation de la "révolution islamique mondiale". C'est ainsi que l'on trouve l'Iran en Syrie, dans les Emirats du Golfe, au Soudan, dans la Corne, dans les pays musulmans d'Afrique Noire et du Maghreb, en Asie Centrale. Dans toutes ces régions l'Iran se pose en concurrent de l'Arabie, en alternative ou contrepoids à son influence; il valorise son action islamique, distribue des aides ou des bourses, mobilise au gré de ses intérêts et en fonction de ses moyens qui ne sont pas illimités. La dette extérieure de l'Iran avoisine tout de même les 40 milliards de dollars. Tout paraît d'ailleurs affaire d'opportunité et de circonstances. L'alliance avec la Syrie alaouite, rivale baassiste de Baghdad et suspecte à l'Islam sunnite est naturelle, de même les liens avec certains émirats inquiets aussi bien de l'expansionnisme irakien que des pesanteurs séoudiennes. La complicité avec le Soudan n'a pas été immédiate ni spontanée et demeure, au moins côté soudanais, très conjoncturelle et personnalisée. L'Afrique Noire, dont l'Islam n'est ni figé ni soumis aux allégeances arabes, constitue pour le chiisme persan un territoire privilégié de concurrence avec les pétromonarchies sunnites. Il y va du poids respectif de chacun en Islam et de l'accès à certaines matières premières stratégiques. En Asie centrale, l'action iranienne semble plutôt défensive, dictée par le souci de ne pas voir l'Arabie et son allié sunnite pakistanais prendre des gages trop lourds sur les nouvelles républiques musulmanes. Malgré la diversité et l'extension du territoire d'action, il n'y a là rien qui ressemble à un plan calculé et concerté d'expansion de la révolution islamique iranienne, même si l'étendue du domaine d'opérations et l'amalgame effectué avec la brutalité de la chasse à ses opposants peut donner à certains le sentiment que l'Iran a élaboré un dispositif sophistiqué de conquête.

Cette impression est renforcée par l'observation que "l'exportation de la révolution islamique" est à Téhéran l'objet de toutes les attentions politiques et que tout l'appareil d'Etat est mobilisé sur ce thème. Par un effet de perspective, toutes les forces vives du pays, depuis les Pasdarans, dont c'est évidemment la vocation, jusqu'au moindre bureau d'entreprise ou de ministère technique semblent contribuer au phénomène. Cette perspective est peut-être faussée par le fait qu'en Iran même le choix islamique maximaliste, après avoir réuni un consensus pour le renversement du régime impérial est devenu le thème d'un débat non encore résolu sur le modèle de développement à appliquer au pays et donc sur ses bénéficiaires. En

attendant que ce débat se clarifie chacun campe sur une position d'attente en tenant un discours d'autant plus radical qu'il en est moins convaincu. Si l'on s'en tient aux faits, l'activisme islamique de l'Iran est une affaire de spécialistes du Ministère des Pasdarans et de son émanation qu'est l'Organisation pour la propagation de l'Islam (Ahmad Janati), de la Fondation des déshérités (Mohsen Rafiq Doust), des services spécialisés (en la personne de Ali Fallahian), du Ministère des affaires étrangères (Ali Akbar Velayati), de la Défense (Akbar Torkan) ou de l'Orientation islamique (Ali Laridjani), soigneusement pilotés par l'Etat dans le cadre de sa politique extérieure. Les déplacements à l'étranger de ces propagateurs de la foi se font rarement sans l'assistance des ministres du Budget (Massoud Zanjani), du Commerce (Yahaji) ou de la Construction (Gholam Reza). L'ensemble, même s'il sait se montrer efficace et professionnel, manque un peu de spontanéité dans le prosélytisme.

De fait, et malgré certaines largesses ou habiletés de Téhéran, les références au modèle iranien, même si on le salue, sont rares chez les tenants du fondamentalisme dans les autres pays musulmans et dans les communautés musulmanes émigrées en Occident. L'Iran lui-même se montre prudent et réservé dans son soutien aux différents courants fondamentalistes quand son intérêt n'est pas en jeu. On serait en peine d'identifier sa contribution exacte à l'action des fondamentalistes maghrébins, égyptiens ou levantins à l'exception du Hizballah libanais pour des raisons déjà notées. Téhéran accueille volontiers dans des "réunions de travail" ou des conférences diverses les principaux ténors arabes du fondamentalisme, salue leurs exploits avec modération, reçoit quelques dizaines de stagiaires en formation religieuse ou paramilitaire en Iran même, dans les centres hezbollahis du Liban ou dans des camps pasdarans du Soudan, mais s'est bien gardé d'une implication directe, financière, politique ou militaire à leurs côtés. S'il lui arrive parfois d'utiliser les services violents des uns et des autres sur des théâtres d'opérations qui l'intéressent, c'est précisément pour pouvoir exonérer sa propre responsabilité, voire proposer sa propre médiation et en tirer une rente de situation sur le plan international. Dans les milieux immigrés d'Europe, l'action de Téhéran paraît limitée aux zones à forte densité iranienne (Londres, Allemagne du Nord), plus destinée à surveiller les opposants et stimuler le zèle nationaliste des émigrés favorables qu'à se livrer à un véritable prosélytisme.

L'activisme religieux iranien paraît ainsi bien être avant tout un moyen plutôt qu'une fin, l'instrument nationaliste, peut-être impérialiste, de conservation et de développement des intérêts d'une catégorie sociale particulière d'élites intermédiaires (propriétaires fon-

ciers, artisans, commerçants) à l'intérieur et de maintien ou de renforcement à son profit des équilibres régionaux à l'extérieur.

La famille Sa'ud

Il convient d'abord de rappeler qu'à la famille séoudienne incertaine de sa légitimité le fondamentalisme wahhabite a servi de caution pour étendre sa domination sur la péninsule, arracher les Lieux Saints à leurs gardiens hachémites et accaparer un pouvoir qu'il est difficile de lui contester sans s'attaquer aux symboles de l'Islam derrière lesquels elle s'abrite. Cette option d'une légitimation par le religieux comporte cependant ses propres inconvénients et les Saud doivent gérer en permanence une relation compliquée avec le reste du Monde, y compris le Monde arabe et musulman.

Dans la sphère arabe et musulmane, l'Arabie Saoudite ne peut supporter sans réagir des modèles d'organisation politique et sociale fondés sur des principes qui pourraient amener à ouvrir le débat sur sa propre légitimité. La démocratie parlementaire et le "centralisme démocratique" lui sont également haïssables en ce qu'ils impliquent tous deux, à des degrés divers, un débat public ou feutré sur l'autorité. Sur le plan des idéologies, les nationalismes, dont le nationalisme arabe et ses différents avatars nassériens ou baasistes, sont également insupportables puisque, même s'il n'excluent pas l'autoritarisme, ils privilégient une approche non religieuse et non agnatique de la légitimité. La réussite ou les succès des régimes fondés sur ces principes ou ces idéologies sont ressentis par l'Arabie comme des éléments comparatifs nuisibles qui peuvent cependant être combattus au nom des entorses qu'ils ont bien dû faire aux principes religieux.

Il en va tout autrement quand la contestation vient du camp islamique. Tout comme Téhéran, Ryadh redoute les forces de dépassement sur le terrain de l'Islam. Si l'activisme iranien peut-être dénoncé comme une agitation schismatique, étrangère, d'un adversaire clairement identifiable, la famille séoudienne est particulièrement attentive à tous ceux qui, dans le monde sunnite et en Arabie même, pourraient, tels les Frères Musulmans, élever le débat sur le Pouvoir dans le champ du religieux que Ryadh s'efforce donc d'occuper de la façon la plus extensive possible.

Enfin l'Arabie doit aménager une relation difficile avec l'Occident qui demeure sa principale source de revenus et un protecteur militaire intéressé mais efficace. Les Saud sont assez peu sensibles aux critiques formulées en Occident contre leur conception de l'exercice du pouvoir et du droit. Ces critiques auraient plutôt tendance à renforcer leur légitimité et à les dédouaner des éventuelles accusations de com-

plaisance suscitées par leurs relations stratégiques privilégiées. En revanche, l'Arabie ne peut, comme l'Iran, adopter même symboliquement des postures hostiles aux occidentaux ni paraître cautionner les actions violentes d'Etats ou de groupes contre les ressortissants et les biens de ces mêmes occidentaux.

L'activisme religieux des Séoudiens est fonction de ces trois types de contraintes et ne paraît, pas plus que celui de l'Iran, indifférencié ni gratuitement prosélyte. De fait l'Arabie se défend de toute ingérence dans les affaires des autres pays et affirme n'apporter aucun soutien à l'activisme islamique. Sa diplomatie et ses services coopèrent même avec leurs homologues occidentaux dans la lutte contre les formes les plus brutalement visibles du fondamentalisme, surtout quand elles sont dirigées contre elle comme ce fut le cas lors des incidents de La Mecque en 1979. Ces concessions faites à la relation avec l'Ouest, on reconnaît cependant à Ryadh que le libéralisme économique du régime ne permet pas de s'opposer à des initiatives individuelles et que certaines personnalités, associations ou ONG séoudiennes pieuses oeuvrent en toute liberté à la propagation de la foi et à la défense des croyants. On notera toutefois que ces activités, en général menées par des proches du Pouvoir, voire des membres de la famille royale, sont strictement réservées à l'extérieur du Royaume.

Le premier relais de l'action séoudienne à l'étranger est la World Islamic League, fondée en 1960, et ses structures spécialisées que constituent le Conseil des mosquées, l'International Islamic Relief Organization et l'association mondiale de la jeunesse musulmane. Depuis son siège de La Mecque et ses implantations situées dans le monde entier, dirigée par un haut fonctionnaire séoudien doté du statut diplomatique, en grande partie financée sur fonds publics, la Ligue a pour principale mission de contribuer à la construction et au fonctionnement d'établissements d'enseignement religieux et de culte, essentiellement dans le monde arabe, le sous continent indien, l'Afrique subsaharienne et auprès des communautés émigrées en Occident, ainsi que de parrainer la constitution d'associations locales. En trente années de fonctionnement, la Ligue a été à même de contrôler au profit de Ryadh la formation des élites religieuses sunnites, d'animer, en particulier au Maghreb et en Afrique, les cadres de la résistance aux formules politiques et sociales contestataires ou rivales de la théocratie des Saud. Au total, la Ligue parraine, finance, contrôle plus de deux cent associations islamiques d'importance diverse, dont une trentaine en Occident. L'ensemble constitue pour la famille régnante d'Arabie un réseau serré d'information, d'influence et même d'action. De fait, dans la Corne de l'Afrique, l'Asie Centrale et le Caucase, les Balkans, plus généralement

partout où la concurrence iranienne se manifeste vigoureusement, la Ligue a entrepris des activités plus directes d'interventions humanitaires, voire d'assistance militaire déguisée (envois de matériels et de volontaires).

Dans divers domaines où l'oligarchie princière souhaite ne pas être visiblement impliquée, l'action de la Ligue est relayée par des initiatives privées. Celles-ci reposent en général sur des bases financières solides et conjuguent assez subtilement les notions d'activisme religieux et de profit. Les principaux acteurs en sont les groupes Dallah al-Baraka de Salah Abdallah Kamel, Dar al-Mal al-Islami du prince Mohammad al-Faysal et Bin Laden du financier Oussama Bin Laden. Sous couvert d'une saine gestion de la *zakat* et de la mise en place d'un système financier "islamique", par ailleurs illégal sur le territoire du Royaume, ces groupes fortement implantés hors des frontières drainent les dépôts de petits épargnants convaincus, interviennent sur les marchés prioritaires pour le Royaume (armements, équipements industriels, agro-alimentaire, bâtiment) dans la sphère d'intérêt de l'Arabie (Corne de l'Afrique, Golfe, Pakistan, Levant) où la rivalité iranienne est prégnante.

La carte des activités les plus récentes de ces groupes est d'ailleurs révélatrice de leur rôle de "marquage" des activités politico-économiques iraniennes. Ainsi le groupe Baraka intervient-il dans la reconstruction au Liban et la reconversion des industries militaires en Asie Centrale. Le groupe Faysal a, de même, implanté deux de ses principaux établissements bancaires à Khartoum et à Bahrein, points d'action privilégiés de Téhéran. Le groupe Bin Laden intervient sur les marchés d'équipements militaires du Pakistan et d'Afghanistan. A titre d'anecdote significative, l'un de ces groupes s'apprête à reprendre à l'agonisante Amicale des Algériens en Europe le fructueux monopole du rapatriement des dépouilles de Maghrébins décédés en émigration, instrument d'influence non négligeable et source de revenus considérables. Plutôt enclins, dans la tradition séoudienne, à composer financièrement avec les menaces, ces groupes ne dédaignent cependant pas de recourir à l'occasion au mercenariat quand les voies de recours financières sont épuisées ou inapplicables. On a ainsi constaté l'action du groupe Bin Laden dans le recrutement de volontaires islamiques pour l'Afghanistan et le Tadjikistan ainsi que dans la constitution en Jordanie d'une "Armée de Mahomet" apparemment chargée d'aller rappeler au souverain hachémite que ses nostalgies familiales sur le Hedjaz et les Lieux Saints, évoquées pendant le conflit du Golfe, constituaient un thème malvenu. Diverses indications font par ailleurs état des efforts déployés par le groupe Baraka au Soudan pour conserver une partie du contrôle des activistes

maghrébins et des Frères Musulmans égyptiens et soudanais. Il va de soi que de telles activités, auxquelles sont souvent associés des membres éminents de la famille royale, comme les princes Salman, gouverneur de Ryadh, ou Turki, responsable des services spéciaux, ne peuvent s'exercer qu'en accord étroit avec le Pouvoir et dans le prolongement de ses options stratégiques.

Au total, bien que de façon moins spectaculairement agressive et volontariste, l'Arabie des Saud se présente, tout autant que l'Iran, comme le promoteur de l'activisme fondamentaliste dans la sphère arabe et musulmane. Mais, pas plus que l'Iran, ses motivations ne paraissent devoir être recherchées dans un quelconque esprit de renouveau religieux ou de rédemption par la foi. L'action séoudienne s'inscrit dans le cadre étroit d'une défense ciblée de la légitimité de la famille régnante et de ses intérêts stratégiques, politiques et économiques nationaux et régionaux. Stimulés par la poussée iranienne et l'agressivité des pays arabes moins bien nantis, les efforts de l'Arabie pour abriter le pouvoir et la richesse des Saud derrière le mur du sacré, malgré les moyens financiers considérables mis en oeuvre, paraissent souvent désordonnés, opportunistes et mal calculés. Il n'est pas rare que les résultats de l'activisme séoudien échappent à ses promoteurs, voire se retournent contre eux, comme on peut le constater au Soudan ou au Maghreb.

La synergie des actions conjuguées et concurrentes de l'Iran et de l'Arabie Séoudite se révèle de fait extrêmement déstabilisatrice pour les sociétés auxquelles elles s'appliquent. Elle fournit en effet un substrat idéologique, financier, parfois militaire, puissant à la contestation de régimes souvent fragilisés par leurs difficultés ou leurs défauts. En proposant un hypothétique système maximaliste de société théocratique idéale qu'ils se gardent bien d'appliquer à leur propre cas, les régimes séoudien et iranien interdisent en fait aux pays où ils exercent leur activisme tout effort réel de réforme réaliste ou de remise en ordre rationnelle. Au delà de la mobilisation démagogique des masses sur des projets de société utopiques ("On va faire le miracle"...), l'activisme fondamentaliste favorise d'abord la montée en puissance d'élites intermédiaires jusque là exclues du pouvoir et des privilèges qui y sont attachés parce qu'elles n'avaient aucune des qualités nécessaires pour le prendre et l'exercer. Il s'agit en général de la frange la plus conservatrice et la moins dynamique du commerce, de l'artisanat, des employés moyens de la fonction publique, de l'enseignement et de certaines professions libérales. A ces cadres "naturels" d'une société régie à la lettre par des sources du droit vieilles de quinze siècles, l'ordre islamique confère une légitimité transcendante qu'il n'est théoriquement besoin ni de conquérir ni de dis-

puter. Le cas le plus achevé de ce type d'évolution est actuellement le Soudan dont la "conversion" a fourni, au moins temporairement, à l'activisme iranien et séoudien une base et un relais nouveaux et peut constituer un référentiel d'étude. Mais, à des degrés divers, combattu de l'intérieur ou de l'extérieur avec plus ou moins de résolution, de vigueur ou d'habileté, le même phénomène sévit dans les zones les plus fragiles du monde arabe et musulman.

LE LOTISSEMENT SOUDANAIS

Contrairement à d'autres pays arabes et musulmans en proie à une contestation rampante ou violente de structures de pouvoir importées, le Soudan n'a pas été le lieu de ce qu'il est convenu d'appeler une "réislamisation par le bas". Sans remonter au phénomène "mahdiste", le fondamentalisme soudanais s'inscrit dans la vague nationaliste arabe des années trente et constitue une forme particulière de lutte des élites contre la présence européenne au Moyen Orient pendant l'entre deux guerres. Structuré au Caire dans un milieu d'étudiants issus des couches intermédiaires de la population qui aspiraient à une formation occidentale sans pouvoir y accéder, le mouvement islamiste soudanais a connu des débuts difficiles. Sans écho populaire, il n'a dû sa survie qu'à la complaisance des autorités coloniales britanniques qui y voyaient un utile contrepoids aux formations d'inspiration marxiste. Totalement isolé, le Front de libération islamique soudanais adhère en 1954 au Mouvement des Frères Musulmans égyptiens et constitue un front (*Jabha al-Mithaq al-Islamiyya*) avec différents mouvements d'inspiration séoudienne qui obtient péniblement 5% des voix aux élections de 1965.

La longue marche de Hassan Tourabi

Paradoxalement, les "Frères", que Hassan Tourabi vient de rejoindre après des études à Paris, vont devoir leur salut et leur fortune à leur persécuteur, le Général Nimeiry, qui prononce leur dissolution en 1969, leur épargnant un grave débat interne sur leurs échecs et leur fournissant une légitimité inespérée de martyrs. Affaibli par sa scission avec les communistes mais suspect de populisme aux yeux des élites conservatrices, Nimeiry entreprend en 1977 un mouvement de réconciliation nationale auquel il convie les Frères en nommant Tourabi ministre de la Justice. Soutenus par l'Arabie qui voit dans le dictateur soudanais un dangereux leader progressiste et appuyés sur le réseau des banques islamiques que celle ci vient de constituer au Soudan, les Frères musulmans vont organiser scientifiquement leur accession au pouvoir. Ils s'adressent essentiellement aux cadres moyens de la fonction publique, frustrés de privilèges, et aux étudiants provinciaux de l'Université de Khartoum, éblouis par un mode de vie auquel ils n'ont pas accès.

Distribuant aides, bourses, logements, débouchés professionnels, ils noyautent rapidement les échelons d'exécution de l'administration à tel point que Nimeiry s'en inquiète et démet Tourabi de ses fonctions avant de l'incarcérer en 1985 quelques jours avant sa chute, lui offrant en prime l'auréole du martyr au plus juste prix. Malgré ce contexte favorable, le Front National Islamique, constitué par Tourabi au lendemain de l'éviction de Nimeiry pour éliminer la frange sociale des Frères menée par Sadiq Abdallah Majid, n'obtient que 18% des voix aux élections de 1986.

En dépit de leurs actions caritatives ciblées, les Frères n'arrivent pas à étendre leur base. De fait, et le rejet de leur frange sociale à l'instigation des Séoudiens en témoigne, ils ne proposent pas un projet de société très attrayant. Comme le note Gérard Prunier : "Ce sont des révolutionnaires conservateurs qui cherchent moins à bouleverser l'ordre social qu'à le raffermir autour d'un néo-conservatisme social et religieux." Dans un pays qui a connu l'un des premiers partis communistes légaux du monde arabe et où les valeurs de solidarité sont sans doute plus intégrées qu'ailleurs, le discours des Frères ne fait pas recette. Ignoré par définition dans les provinces du Sud, le FNI est rejeté autant par la grande bourgeoisie libérale et moderniste que par le prolétariat urbain ou les intellectuels qui restent fidèles au PC ou à ses émanations syndicales, ainsi qu'aux masses rurales qui se reconnaissent plutôt dans les grandes confréries traditionnelles. Ils s'appuient en fait sur la frange intermédiaire de la petite bourgeoisie administrative et des petits entrepreneurs urbains, artisans et commerçants, qui sont, là comme ailleurs, le substrat naturel du fondamentalisme, seul garant d'un ordre statique, "révélé" et intangible qui les met à l'abri de la concurrence et de la compétition.

Tourabi a déjà compris qu'il a fait le plein de ses suffrages et ne peut compter sur la voie démocratique pour parvenir au pouvoir que tient maintenant son beau frère Sadiq el-Mahdi, leader du parti de l'Oumma, occupant modéré du créneau islamique. Reste le recours à l'armée dont les Frères ont noyauté les échelons intermédiaires et qui mène au Sud une guerre difficile et impopulaire. De 1986 à 1988, le FNI conforte les militaires dans la légitimité de leur combat, suscite la création d'un comité clandestin d'officiers supérieurs (Conseil des Quarante) et s'oppose à toute solution négociée qui ferait droit à l'exigence sudiste d'un retour du Soudan à la laïcité. La volonté d'apaisement du Gouvernement soudanais, de l'Etat Major et des grandes formations politiques fournira au FNI une occasion inespérée. Alors que les négociations de paix avec l'APLS doivent s'ouvrir le 4 juillet 1989, un groupe de 300 militaires menés par le Général Omar Bashir, appuyés par le directoire du

FNI et le directeur de la Faysal Islamic Bank, Mohammad Youssef Mohammad, prend le pouvoir à Khartoum. Immédiatement reconnu par l'Arabie Séoudite, le nouveau régime s'annonce vertueux. Sous couvert de lutte contre la corruption et en application des prescriptions du Fonds monétaire international, il procède au licenciement de 10000 fonctionnaires et de 9000 militaires. On ne sera pas surpris d'apprendre que ces employés de l'Etat n'étaient pas favorables aux Frères et seront discrètement remplacés par des clients du FNI, ce qui entraînera une déprofessionnalisation désastreuse de l'administration mais donnera à Tourabi les moyens d'investir l'appareil d'Etat.

Car au lendemain du coup d'Etat, Hassan Tourabi est loin du Pouvoir dont il rêve. Il n'est encore qu'un conseiller écouté mais pas forcément entendu. Sa position est fragile et ne lui donne pas accès aux décisions économiques et financières que sa clientèle attend de lui. Soutenus par l'Arabie et même l'Egypte, les militaires qu'il a poussés à l'aventure sont plutôt des fervents du nationalisme arabe dont l'islamisme n'est vécu que comme une composante identitaire particulière mais pas primordiale. Dans le conflit qui oppose l'Irak baassiste à l'Iran islamique leurs sympathies vont sans hésitation à Bagdad. C'est pour leur ravir ce pouvoir qui doit ouvrir au FNI les caisses convoitées de l'Etat que Tourabi va développer ses liens avec l'Iran. C'est une démarche qui ne lui est pas étrangère. Dès 1969 Tourabi avait fait du dépassement de l'Islam arabe un thème de son ascension au sein des Frères Musulmans et avait pris des contacts avec des islamistes afghans, pakistanais ou iraniens. L'appui iranien joint à la complicité séoudienne lui permettra à partir de 1979 d'éliminer l'aile majoritaire panarabe et sociale des Frères soudanais et de prendre la tête du mouvement. Son problème est maintenant d'utiliser le potentiel ainsi acquis pour s'imposer sans s'opposer aux militaires dont il a besoin pour tenir le pays. Saddam Hussein lui en donnera l'occasion.

En août 1990 le pouvoir militaire soudanais se range massivement dans le camp irakien. Conseillé par Téhéran, Tourabi émet des doutes sur la valeur islamique de Saddam mais soutient cet engagement populaire aux yeux des masses et réfrène ses collègues du FNI qui, à l'instigation de l'Arabie Séoudite dont ils sont financièrement dépendants, réclament une condamnation des militaires et un engagement du Soudan aux côtés des pétromonarchies. A l'automne 90 la junte soudanaise se trouve désemparée, isolée dans son alliance avec Bagdad, menacée d'une intervention militaire de la coalition anti-irakienne. Tourabi propose comme une bouée de sauvetage inespérée l'alliance avec Téhéran qui, pré-

venu, attend son heure. Dès novembre 1990, les contacts entre l'Iran et Khartoum se multiplient, les Iraniens proposant leur assistance politique, économique et militaire et le désenclavement international du pays. Omar Bashir se rend en Iran, sauvant ainsi son pouvoir, car il n'est pas question alors pour les coalisés de provoquer Téhéran dont la position dans la crise demeure habilement ambiguë. Le prix en est évidemment la mise en avant de Tourabi comme garant du rapport. La défaite irakienne consacre la victoire du leader du FNI. Dès avril 1991 il offre aux militaires totalement marginalisés dans le monde arabe une "Conférence populaire arabe et islamique" qui permet au Soudan de se poser comme le successeur intelligent de Saddam dans le combat anti-impérialiste, nationaliste arabe et islamique. A moins de devoir affronter les pétromonarchies, l'Egypte et les Etats Unis, cette position n'est tenable qu'avec le soutien de l'Iran. La junte, définitivement prise au piège, ne peut qu'accepter la main tendue et la prééminence de Tourabi.

Le Soudan en otage

L'alliance est scellée lors de la massive visite d'Etat à Khartoum du Président Rafsandjani accompagné de près de 150 collaborateurs dont 6 ministres le 13 décembre 1991. Le calendrier de cette mission n'est pas innocent. Le Président iranien est sur son chemin de retour de la Conférence islamique de Dakar. Il y a prononcé un discours vigoureux pour indiquer le chemin de Téhéran aux Arabes et aux Musulmans, traumatisés par la défaite irakienne, effarés du consensus international contre leur identité, désemparés par l'alliance séoudienne avec l'Occident. L'aide au Soudan sera l'illustration concrète de ce discours et l'exemple type de ce que Téhéran peut apporter à ceux qui se sentent trahis par Ryadh. Au cours de cette visite, un nombre impressionnant d'accords est signé dans tous les domaines, militaires, économiques, culturels et de coopération.

L'application de ces accords démontre très vite que l'objectif prioritaire, voire unique, de l'Iran à Khartoum est purement militaire et sécuritaire. En l'espace d'un an le Soudan est transformé en un bastion sur les arrières de l'Arabie et en une tête de pont des services iraniens en direction de l'Afrique et du Maghreb. Dès la signature des accords, l'Iran reconstitue l'aviation soudanaise exsangue, double pratiquement son potentiel en blindés lourds et légers, renforce considérablement son artillerie et entreprend une vaste campagne de formation des personnels techniques de l'armée soudanaise et des cadres de la milice du FNI (Popular Defence Forces). Téhéran obtient à Port Soudan la location à bail pour 25 ans d'une base militaire constituée d'une piste d'aéroport rénovée et d'un bas-

sin du port en eau profonde complétés d'un arsenal, d'entrepôts et d'installations techniques de détection et de guidage sophistiquées. La coopération entre services de sécurité n'est pas en reste. Sous l'impulsion de Majid Kamal, chargé d'affaires iranien à Khartoum, ancien responsable de l'animation du Hizballah libanais, assisté de Hassan Azade, chef des Pasdarans au Soudan, vétéran d'Afghanistan et du Liban, les services de sécurité iraniens prennent en main la formation et l'orientation des services de sécurité soudanais tant au plan du renseignement que de l'action subversive et de l'ingérence en Afrique et au Maghreb. La coopération civile est nettement moins bien lotie et, quand elle est mise en oeuvre, s'inscrit généralement dans le prolongement de l'effort stratégique. Elle s'analyse au plan financier par l'annulation d'une dette soudanaise de 150 millions de dollars au régime impérial, un prêt sur protocole (à dépenser en achat de produits iraniens) de 85 millions de dollars et la livraison (demeurée incomplète) de 1 million de tonnes de brut iranien en accord de troc agro-alimentaire. En aide civile, Téhéran a contribué à la remise en état de deux émetteurs radio de propagande, la construction ou la réfection de routes stratégiques, la construction de sept unités médicales et assuré leur approvisionnement en médicaments. Enfin, en matière d'éducation, l'Iran a entrepris la formation de plusieurs centaines de techniciens en aéronautique, télécommunications et génie civil, 120 places seulement étant réservées à des études religieuses, ce qui met l'Islam au dernier rang des préoccupations.

Les résultats de la présence iranienne au Soudan sont rapides et spectaculaires. L'armée de Khartoum reprend victorieusement l'offensive au Sud où la rébellion cède toutes ses implantations utiles avant de sombrer dans la confusion. Contrairement à une opinion répandue, les quelques centaines de Pasdarans présents au Soudan n'ont participé que très marginalement aux opérations et, après quelques revers, ont été retirés du dispositif. Dans le même temps une trentaine de camps de formation pour "moujahidin" sont ouverts avec pour fonction prioritaire de former les cadres de la sécurité du FNI, ensuite de préparer, organiser et exécuter des opérations d'ingérence et de subversion dans les zones considérées comme stratégiquement sensibles. Celles-ci sont divisées en deux catégories selon que s'y trouvent déjà ou non des implantations islamiques. Dans la première on trouve l'Egypte, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et le Tchad. L'action y relève de l'*Amn al-Jabha* (Sécurité du FNI), dirigée par Ibrahim Senoussi, et implique l'assistance politique, sécuritaire et militaire aux leaders et militants islamistes locaux. La seconde englobe l'Ethiopie, l'Erythrée, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et la R.C.A. Elle relève de l'*Amn al-Thawra* diri-

gée par Fathi Orwa, ancien responsable des services de Nimeiry, qui a effectué de longs stages auprès des services américains et séoudiens. L'action qu'il met en oeuvre est plus politique et diplomatique. Il s'agit de séduire, convaincre et s'implanter dans ces pays qui n'ont pas une vocation islamique particulière. En deux ans, le bilan de l'action conjuguée irano-soudanaise dans les deux zones est inégal mais impressionnant. Bien que diverses organisations terroristes (Hizballah, FPLP-CG, Abou Nidal, Jihad islamique, Hamas) aient ouvert des représentations au Soudan dès le lendemain du coup d'Etat, Khartoum, sans doute conseillé par Téhéran, a su ne pas les utiliser pour autre chose que la formation de ses cadres ni prêter pendant longtemps directement le flanc à l'accusation de terrorisme. En revanche les actions de soutien aux islamistes égyptiens et maghrébins se sont traduites par un regain considérable de la subversion politique et violente dans les pays du nord de l'Afrique gravement déstabilisés. Sur le flanc sud, sachant saisir toutes les occasions fournies par les bouleversements de la Corne de l'Afrique, le Soudan a réussi une percée politique remarquable en Ethiopie, en Erythrée et en Somalie, pays qui lui étaient depuis longtemps fermés. Dans la mesure où ces succès se font au détriment de l'influence séoudienne et, dans une moindre mesure, libyenne, il est clair qu'ils profitent plus à l'Iran qu'à un Soudan qui ne peut les exploiter en raison de son délabrement intérieur.

L'arrivée au pouvoir des Frères menés par Tourabi s'est en effet immédiatement traduite par une brutale aggravation de la situation économique et sociale déjà fragilisée depuis de nombreuses années. Dans leur sécheresse, les chiffres du FMI parlent d'eux même. La croissance du PIB qui était d'environ 0,3% dans la période 1980-1990 devient négative aux environs de -5 à -8%, l'inflation qui avait été stabilisée autour de 50% passe à 120%. Le solde courant des échanges extérieurs, qui était positif en 1985 passe à -369 millions de dollars en 1990 et est estimé à - 1 milliard de dollars en 1992 tandis que les réserves en devises du pays passent de 12 à 3 millions de dollars entre début 1990 et fin 1992. La dette extérieure passe dans le même temps de 10 à 15 milliards de dollars et, en raison de l'effondrement des exportations, représente 28 fois les exportations annuelles au lieu de 7 fois en 1989. Ce bilan catastrophique vaut au Soudan de se trouver classé en catégorie 1 dans la liste des pays à risque pour les investisseurs internationaux, privilège tristement partagé en Afrique avec le Rwanda et le Libéria.

Indépendamment des nombreuses atteintes aux plus élémentaires droits de l'homme, abondamment dénoncées tant par les opposants au régime que par des observateurs étrangers neutres, le premier souci

de Hassan Tourabi et de ses proches collaborateurs paraît avoir été de mettre la vie économique et sociale du pays en coupe réglée au profit des Frères Musulmans, de leur chef et de leur clientèle. Outre les spoliations pures et simples, toutes les mesures économiques, fiscales et monétaires, à l'abri d'un paravent de gestion "islamique", tendent à faire converger l'ensemble de la production et du patrimoine nationaux vers la cassette personnelle des dirigeants. Rien n'est laissé au hasard dans ce ratissage et on peut citer à titre d'exemple et pour l'anecdote cette vente forcée au profit personnel de Tourabi de milliers de *tchadors* offerts par l'Iran aux femmes soudanaises qui ont leurs propres traditions vestimentaires séculaires. A cette économie de rackets est venu se surajouter une sous-professionnalisation de l'administration et des quelques grandes entreprises, brutalement épurées pour faire place aux ayants-droit, relais et clients du FNI ainsi qu'à leurs familles. Enfin le réseau diplomatique soudanais a été prioritairement mobilisé pour assurer l'écoulement sur les marchés étrangers du produit des spoliations opérées par les Frères et constituer, dans des places financières sélectionnées, un "trésor de guerre" permettant de faire face à toute éventualité et d'animer la subversion. Certains proches collaborateurs de Hassan Tourabi se sont ainsi vu confier, pour des durées variables, des fonctions d'ambassadeur dans des capitales renommées pour leurs facilités commerciales et bancaires.

Ce mode de gestion établi par les Frères au Soudan est évidemment générateur d'un système de pénurie et de régression de l'appareil d'administration et de production. Mais il satisfait, au moins à court terme, une grande partie de leur clientèle puisqu'il redonne un statut économique et social privilégié à des structures de bureaucratie, de production et de distribution menacées d'obsolescence par l'évolution du pays vers le modernisme. Ces milieux, qui assurent par leur dissémination un maillage étroit de la société, constituent pour une durée indéterminée un sérieux soutien au pouvoir du FNI ainsi qu'un système de relais et de surveillance efficace. On retrouve là un schéma proche de celui qui avait présidé à la gestation et au succès de la révolution iranienne. On le retrouve également partout où la subversion fondamentaliste s'exerce, et celle-ci s'exerce d'autant plus vigoureusement que ces milieux sont plus menacés.

TERRAINS A BÂTIR

L'action de Ryadh et Téhéran, directe ou relayée par Khartoum n'apparaît pas partout avec la même intensité. On a vu, au travers du dispositif soudanais, qu'elle ne correspondait pas à une démarche prosélytique généralisée, mais à un ensemble d'actions tactiques calculées, organisées et ciblées. On n'islamise

pas. On exploite et canalise le mal-être politique, économique, social ou identitaire des sociétés cibles pour qu'il s'investisse dans une forme de contestation fondamentaliste apte à répondre aux impératifs stratégiques de l'un ou de l'autre. Il n'y a donc pas un modèle unique et transposable d'exportation du fondamentalisme et c'est bien pourquoi il est impossible de systématiser l'étude du phénomène ainsi que d'en suggérer des solutions univoques. Cependant, et pour simplifier à grands traits, deux types de sociétés paraissent particulièrement vulnérables à la subversion fondamentaliste. On trouve dans un premier groupe des pays qui ont connu un modèle de développement de type occidental dont les résultats sont médiocres et dont la rente a été répartie de façon fortement inégalitaire par la classe dirigeante (Algérie, Tunisie, Egypte par exemple). Dans un second groupe on distingue des sociétés qui se trouvent sur les marches du monde arabe et musulman et qui doivent supporter la charge d'une affirmation identitaire fortement contestée par l'environnement immédiat (Sud Liban, Jordanie, Pakistan, communautés émigrées en Occident...). Quand les deux critères se conjuguent, le phénomène se trouve évidemment renforcé (Egypte, Soudan).

Les oubliés du développement

Par la violence de la situation qui s'y est instaurée, l'Algérie apparaît comme le modèle du premier groupe. Sans qu'il soit nécessaire de remonter aux Ulémas de Tlemcen et à Ben Badis, on note que le débat islamique n'y est pas une nouveauté et n'a attendu ni les conseils de l'Iran ni les subsides de l'Arabie pour animer la société et lui fournir, pendant la présence française, un refuge identitaire. Sa transition à une forme de subversion violente, comme pendant la guerre d'indépendance, est cependant liée à la conjonction d'une accumulation d'erreurs du pouvoir en place et à une assistance extérieure organisée.

De l'indépendance au milieu des années 1970, la confiscation de la rente pétrolière et gazière au profit des élites dirigeantes issues du FLN aggrave le modèle de société à deux vitesses issu de la présence coloniale. La politique "d'industrie industrialisante" brise les circuits de production, de distribution et de solidarités traditionnels. Le cadre laïque du pouvoir, même si on prétend récupérer la religion au nom du nationalisme, les connivences avec le bloc de l'Est, l'activisme politique et diplomatique d'Alger sur la scène internationale et inter-arabe, inquiètent l'Arabie. Enfin, en décrétant sous couvert de nationalisme une arabisation massive du système éducatif, qui vise surtout à freiner la mobilité sociale et assurer la prééminence des classes dirigeantes, on a fait entrer le loup dans la bergerie. L'absence d'enseignants quali-

fiés en nombre suffisant conduit à faire appel au réservoir proche oriental. Ce ne sont pas toujours les meilleurs qui investissent ainsi le système éducatif algérien, et ce sont souvent des éléments en délicate politique avec leur pays d'origine qui choisissent les chemins de cet exil. L'arrivée d'enseignants égyptiens, syriens ou libanais, à peu près tous teintés d'un "national islamisme" confus mais militant, contribue à fournir aux laissés pour compte du système de formation algérien les éléments d'un référentiel contestataire structuré.

A partir de 1975, les fonds séoudiens commencent à irriguer les réseaux de solidarité des oubliés du développement algérien, brutalement stimulés trois ans plus tard par la révolution khomeyniste. Le parallèle avec la situation iranienne est évident à ceci près que l'Algérie ne dispose pas du système d'encadrement homogène et légitime que représente le clergé chiite. Des expériences diverses et non coordonnées vont se multiplier, à peu près toutes fondées sur les mêmes créneaux populistes. Les contestataires jouent sur les déstructurations du tissu social algérien. Ils fournissent des réponses claires aux dérives nées des ambiguïtés culturelles algériennes et proposent un ordre rassurant fondé sur le respect de l'autorité familiale et du paternalisme mercantile. Ils comblent, grâce aux fonds séoudiens, les déficits de solidarité et fidélisent ainsi une clientèle que l'Etat a abandonnée. Enfin ils structurent et guident l'opposition à une classe dirigeante accapareuse, corrompue et inerte. Par référence au modèle français, on retrouve tous les ingrédients d'un modèle néo-poujadiste qui récuse la dilution de l'*auctoritas patris* dans l'Etat ou dans l'entrepreneuriat moderne.

La sociologie du mouvement fondamentaliste algérien renvoie d'ailleurs à des modèles déjà identifiés au Soudan et en Iran. Après avoir évolué en ordre dispersé, les cadres de la contestation fondamentaliste algérienne se regroupent en deux grandes tendances. Les Salafistes, comme Abbassi Madani ou Ali Belhadj, qui expriment la contestation des milieux traumatisés par l'évolution de l'Algérie moderne, petits entrepreneurs et commerçants spoliés, patriarches familiaux troublés, propriétaires fonciers à la dérive. Les Dजारistes (Hachani, Kébir, Aïssani) recrutent pour leur part dans le milieu universitaire, plus généralement chez tous ceux à qui leur savoir ou leur technicité pourrait donner vocation au pouvoir mais qui ne peuvent y accéder faute d'attaches avec la "nomenklatura" en place. L'invocation des sources juridiques originelles de l'Islam, qui fait une place de choix dans la cité aux détenteurs du savoir et aux praticiens de la science, est à la base de la démarche dजारiste. Dans les deux cas, le retour proposé aux fondements de la société musulmane apparaît plus

comme l'expression d'une revendication catégorielle, l'instrument de l'établissement d'un nouvel ordre élitiste, que comme une volonté réelle de "changer la vie". L'une des cibles privilégiées des salafistes est d'ailleurs le mouvement syndical algérien, non pas pour ses fondements laïcisants ni ses complicités avec l'appareil FLN, mais parce qu'il est antinomique avec l'instauration d'une culture où l'autorité dans l'entreprise procède d'un ordre théocratique de la société et où le droit de l'individu cède la place à un compassionnel concédé, générateur de transactions et d'obligations.

Fédérés au sein du Front islamique du salut, les différents groupes fondamentalistes algériens n'ont pas bénéficié des mêmes concours de circonstances favorables que le Front soudanais. Aucun leader charismatique ou suffisamment habile ne s'est dégagé de leurs rangs pour saisir sans hésitation les opportunités que pouvaient offrir le délabrement de l'appareil d'Etat algérien ou les errements internationaux. Surtout, les fondamentalistes ne parviennent pas à subvertir l'armée qui, en se gardant d'assumer la responsabilité du gouvernement, est le dirigeant réel du pays depuis 1962. L'influence du fondamentalisme dans l'armée algérienne est mal connue. Il n'y a cependant pas de raisons pour qu'elle soit très différente de celle qui s'exerce dans le reste de la société, c'est à dire qu'on la trouve au niveau de la base et de certains échelons intermédiaires sans gagner, comme au Soudan, les échelons de commandement. Formée à l'école française, l'armée algérienne ne partage pas la culture "ottomane" et putschiste des armées du Proche Orient. Elle a développé sa propre logique et sa "culture d'entreprise" sans se contenter d'être le bras séculier d'une minorité au pouvoir. L'effondrement de l'appareil FLN l'a laissée seule, derrière d'inconsistants paravents civils, face à un mouvement fondamentaliste qui menace ses acquis technologiques et industriels ainsi que son autonomie. Sa réaction a été vigoureuse à défaut d'être subtile.

Dans le même temps, le mouvement islamiste algérien perdait le soutien inconditionnel de l'Arabie pour avoir, par réflexe populiste, proclamé sa solidarité avec l'Irak dans la guerre du Golfe. Ce soutien n'a été qu'imparfaitement remplacé par Téhéran qui ne dispose pas des mêmes moyens que Ryadh et juge sans doute Alger éloigné de ses préoccupations régionales. L'Iran a favorisé le retour des "Afghans" en Algérie, accepté la formation de militants et de combattants au Liban et au Soudan, parrainé quelques filières de financement, fourni ou fait fournir par Khartoum certaines facilités personnelles aux leaders qui avaient échappé à la répression mais, dans l'ensemble, ce soutien n'a pas permis au fondamentalisme algérien de marquer des points décisifs dans le champ poli-

tique dont il a été exclu unilatéralement après son succès au premier tour des législatives de 1991. Le Front, dans une certaine confusion, a alors opté pour la voie de la violence terroriste. Les manifestations en sont inégales mais leur persistance et l'incapacité de l'armée et des services à les maîtriser les rendent obsessionnelles. Elles rendent caduque la pétition de principe optimiste du pouvoir algérien qui voulait que le fondamentalisme ne soit qu'une expression paroxystique, donc légitimement éliminable, de la crise économique algérienne qui disparaîtrait avec elle à l'occasion de la remise en ordre de l'après FLN. Mais cette voie de violence, après un processus avorté d'accession au pouvoir, démontre également que les fondamentalistes algériens ne visent pas à une rédemption de la société par la foi. Sur la base de leurs succès initiaux, ils auraient en effet pu poursuivre leur opération de réislamisation de la société par le bas en étendant l'action caritative, culturelle et sociale qui leur avait si bien réussi. De fait, ils ont jugé que le temps de l'investissement était terminé et qu'il fallait en engranger les bénéfices immédiatement sous forme des rentes d'un pouvoir à conquérir par tous les moyens puisque la voie légale leur avait été brutalement fermée. La voie terroriste est certainement celle qui permet, avec une grande économie de moyens, de bloquer toute évolution favorable de la société algérienne et qui, à défaut de permettre la prise armée du pouvoir, grossit les rangs de la clientèle, discrédite l'Etat en place, et doit le mener à terme soit à l'effondrement soit au compromis qui fourniront l'ouverture convoitée.

D'une manière moins spectaculaire, la Tunisie a suivi à peu près le même parcours que l'Algérie. Là aussi le débat islamique n'est pas une nouveauté et l'agitation des Oulémas et de la Zitouna avait conduit Bourguiba, contesté à raison de sa lecture pour le moins très personnelle des prescriptions coraniques, à des mesures énergiques dans les années 60. Une autre sorte de fondamentalisme renaît au début des années 70, financé par l'Arabie inquiète du paternalisme libéral du Président tunisien, parfois discrètement encouragé par Bourguiba lui-même dans le cadre du contrôle de sa gauche progressiste. Jusque là considérée par le pouvoir comme marginale, voire un peu folklorique, la Tendance islamique, animée par Rashid Ghannouchi et Abdelfattah Mourou, apparaît au grand jour à l'occasion des émeutes de la faim de 1978. Sa genèse et ses méthodes l'apparentent étroitement aux mouvements algériens voisins. Ses cadres sont issus des écoles animées par des enseignants égyptiens recrutés lors de la campagne d'arabisation décidée par Mohammed Mzali quand il était Ministre de l'Education. La référence aux Frères Musulmans d'Egypte est chez eux incontournable. Leur rayonne-

ment passe comme en Algérie par l'action de réseaux d'entraide sociale, l'animation de l'enseignement et du débat religieux, la dénonciation populiste de la corruption du pouvoir du Néo-Destour qui accapare les richesses, monopolise la vie publique et compose en toutes occasions avec l'Occident.

En poussant très loin ses tentatives d'intégration au marché mondial dans le cadre d'un libéralisme sauvage, le régime tunisien est sans doute celui qui a laissé le plus d'oubliés au bord du chemin d'un développement pas toujours réussi. C'est encore parmi ceux là, paysans moyens, petits fonctionnaires, commerçants modestes, techniciens et universitaires sans débouchés valorisants, que le MTI recrute sympathisants et militants. A l'inverse de l'Algérie le mouvement au lieu de se fédérer à partir de groupements divers a eu plutôt tendance à se diviser au gré de ses différentes composantes comme les intellectuels qui ont formé le Mouvement des islamistes progressistes, des fonctionnaires et certains militaires regroupés dans le Mouvement de Libération Islamique, plus activiste, et des partisans de l'action violente qui ont créé un Mouvement du Jihad islamique. L'ensemble du mouvement a longtemps hésité entre le légalisme et la subversion tandis que le pouvoir alternait pour sa part à son encontre les phases de répression brutale et les propositions d'intégration à la vie publique. Après avoir tenté de récupérer les fondamentalistes en faisant valoir qu'il leur avait donné la satisfaction d'éliminer Bourguiba, le Président Ben Ali, devant le retour en force de la Mouance islamiste symboliquement rebaptisée *En-Nahda*, opte pour un traitement strictement policier de la question dont ne sont absents ni les coups bas ni les injustices flagrantes. Comme en Algérie, mais avec plus de succès apparent, le régime tunisien a fait un pari optimiste sur ses propres capacités de réforme dans le but de "désintéresser" la clientèle de la mouance fondamentaliste tunisienne. Affaiblie et divisée, celle-ci n'a cependant pas désarmé. Soutenue symboliquement par l'Iran, elle bénéficie de facilités d'implantation et de formation au Soudan d'où Rashid Ghannouchi appelle à la poursuite de la lutte. Ce soutien extérieur joint aux évolutions possibles en Algérie et aux incertitudes du développement national laisse aux fondamentalistes tunisiens provisoirement en panne l'espoir d'un retour en scène qu'ils annoncent, influence de Tourabi oblige, comme à peine démarqué du modèle soudanais.

Reste le cas, que l'on pourrait considérer comme originel, des Frères Musulmans égyptiens qui rythment par leurs violences la vie publique du pays depuis leur création en 1928 par Hassan Al-Banna. Associés à la lutte nationaliste contre la présence britannique et progressiste contre la monarchie, ils comptaient en

retirer les bénéfices dès 1952 par l'accession du Général Néguib, sympathisant de la première heure. Leur hâte à vouloir éliminer physiquement Gamal Abd-el-Nasser, considéré comme trop incertain, leur vaut une vigoureuse réaction de ce dernier qui arrache le pouvoir à Néguib et décrète contre eux une politique de répression impitoyable. Beaucoup devront choisir l'exil au Maghreb, au Soudan et dans le Golfe avec les résultats que l'on sait. Les autres, soutenus vigoureusement par l'Arabie Séoudite en conflit quasi permanent et parfois ouvert (guerre du Yémen) avec le régime égyptien, entreprennent avec obstination une série de manoeuvres dont l'objectif unique est la prise du pouvoir. Appuyés, comme ailleurs, sur une clientèle composée des laissés pour compte des modèles de développement planificateurs de l'administration nassérienne puis néo-libéraux de ses successeurs, les Frères essayent par tous les moyens institutionnels, subversifs ou violents, d'investir la tête de l'Etat. Malgré un noyautage patient de l'administration et de l'armée, une bonne capacité d'entrisme dans les institutions, un jeu subtil alliant la revendication sociale à la revendication identitaire face à Israël, l'alternance habile de composition et d'opposition avec le pouvoir en place, ils n'y parviendront jamais. Face à eux, les services de sécurité égyptiens, dont ils sont l'objectif presque exclusif depuis l'attentat manqué d'Alexandrie contre Nasser en 1952, ont développé une stratégie efficace. La technique, éprouvée, consiste à donner à toutes leurs initiatives, si légales soient-elles, les apparences d'un complot justifiant une répression féroce. Vulnérables eux aussi aux infiltrations et aux provocations, ils sont régulièrement victimes, rarement innocentes, de la technicité et des montages de l'appareil sécuritaire. Les choses ne se terminent pas toujours bien, comme en témoigne l'assassinat du Président Sadate, mais, dans l'ensemble, ils ont jusqu'à présent échoué dans leurs tentatives de prise de contrôle de l'Etat.

Sans doute, comme Gilles Kepel, faut-il voir dans cette incapacité récurrente jointe à la nécessité de satisfaire leur clientèle les origines de la dérive de la contestation fondamentaliste égyptienne vers des formes de violences symboliques exacerbées. Soutenus et encouragés cette fois par l'Iran qui y voit un moyen de déstabiliser un pays arabe clé, allié de l'Occident, sur les arrières de l'Arabie, les Frères canalisent l'agressivité de leurs adeptes sur tout ce qui peut être ressenti comme un élément de comparaison ou de frustration : l'expression de la féminité, les touristes, les coptes supposés tous riches, entrepreneurs et favorisés par l'Etat, les hôtels de luxe, et, bien sûr, les symboles faciles de l'antinomie islamique : boissons alcoolisées, tabac, charcuterie, peinture, chansons, cinémas, "mauvaises littératures" qui englobent

indistinctement Saint Jean Chrysostome, Marx, Darwin et Sade. Cette violence polymorphe n'est pas gratuite en ce que, encouragée par l'Iran et bénéficiant de la base arrière soudanaise, elle contribue à fragiliser l'Égypte déjà handicapée par ses difficultés économiques. En revanche elle ne se définit elle-même que négativement et ne saurait, dans sa démarche indifférenciée, être fondatrice d'un ordre nouveau, différent ou supérieur. Enfin elle ne dissimule qu'imparfaitement les appétits profonds et financiers des cadres du mouvement dont certains, las d'attendre les rentes du pouvoir, ont entrepris, sous couvert d'une critique pieuse de la finance occidentale et avec l'assistance de milieux d'affaires séoudiens, de constituer en Égypte un système bancaire islamique chargé de rentabiliser le capital des sympathisants. Saïd Ramadan, gendre de Hassan al-Banna a même trouvé expédient de s'installer à Genève pour faire rayonner la pensée du maître à partir d'un centre islamique dont les activités financières constituent un volet important. La faillite frauduleuse de la banque islamique Al-Rayyan a affaibli l'impact de la finance "islamisée", mais les revenus, très supérieurs à ceux du système financier occidental, sont encore suffisamment attractifs pour encourager les plus entreprenants des Frères à renouveler, à l'instar de leurs homologues soudanais, leurs efforts dans la conquête du pouvoir et des rentes qui lui sont liées. Nantis de leurs revenus et des aides extérieures, ils occupent, suivant une formule éprouvée, le créneau gratifiant des actions sociales, associatives et caritatives que l'État égyptien a déserté depuis longtemps pour des priorités plus immédiates de simple survie. La comparaison populaire est évidemment en leur faveur et grosse de lourdes incertitudes.

Les remparts de l'identité

Autour d'Israël, bien sûr, mais sur les autres limes du monde islamique ou sur leurs propres frontières, Téhéran et Ryadh ont instrumentalisé le fondamentalisme à des fins plus subtiles de leur contournement stratégique mutuel. Il s'agit cette fois de ne pas laisser à l'autre le monopole et le prestige de la défense identitaire. Les deux grandes puissances musulmanes se livrent donc dans ces zones privilégiées à une surenchère dans l'animation et le soutien aux groupes extrémistes.

Le cas le plus spectaculaire est évidemment celui du Hizballah libanais, relais et bras armé de Téhéran dans la confrontation avec Israël, mais aussi avec l'Occident et l'Islam sunnite. Le terrain était fertile pour l'Iran du fait de l'existence au sud du Liban d'une communauté chiite déshéritée, première du pays par le nombre mais dernière par la richesse, éternelle victime des aléas de l'affrontement israélo-arabe et du passage ravageur des grandes compagnies de tel

ou tel belligérant. Dès 1978, Téhéran entreprend d'assurer la relève du mouvement politico-social et militaire Amal qui, sous la direction de l'Imam Moussa Sadr, puis du financier Nabih Berri, avait entrepris de se frayer un chemin vers le politique par la défense des intérêts de la communauté déshéritée. Amal était trop impliqué dans le champ politique strictement libanais et arabe pour servir utilement les intérêts de l'Iran. En proposant le soutien politique et militaire du cœur du chiisme, une idéologie de combat ne s'encombrant pas des transactions politiciennes locales, un rôle valorisant d'avant garde identitaire, Téhéran remporte un succès immédiat. Le Hizballah, militaire avant d'être politique, se bat sur tous les fronts utiles à l'Iran dont il exonère la responsabilité directe dans les violences commises : lutte symbolique mais concrète contre Israël, contrôle de l'Occident par les prises d'otages et les attentats meurtriers contre leurs forces dans la région, assistance technique aux éléments subversifs recrutés dans d'autres pays.

Damas accepte volontiers cette ingérence qui fragilise un peu plus un Liban que la Syrie a entrepris de contrôler. Le Hizballah lui fournit d'autre part un tampon actif avec Israël dont les succès ne profitent ni aux sunnites ni à leur bras armé palestinien. Enfin, la Syrie sait pouvoir faire face aux débordements de la milice chiite en contrôlant l'acheminement du soutien iranien qui transite obligatoirement par Damas, en suscitant une remontée en puissance de Amal, au pire en déclenchant une brutale mise au pas du Hizballah par les Israéliens grâce au montage d'une provocation ciblée. L'Arabie Séoudite a tenté de relativiser l'influence de Téhéran en chargeant Rafiq Hariri, qui n'était encore qu'un homme d'affaire de confiance de la famille royale, de constituer une fondation au profit des jeunes chiites du Sud Liban. Plus de 20000 jeunes gens démunis de la région ont ainsi pu bénéficier des libéralités de Ryadh sous forme d'allocations, de bourses d'études, d'emplois à l'étranger, de prêts et de dons divers. La manoeuvre a peut-être ouvert au milliardaire libano-séoudien les portes d'une brillante carrière politique mais n'a pas sensiblement affecté l'emprise iranienne sur la zone.

Une fois de plus, force est de constater que le prosélytisme iranien se borne à encadrer et organiser de façon purement utilitaire les activités favorables aux seuls intérêts de Téhéran. Le soutien au Hizballah ne s'est pratiquement jamais traduit en une assistance économique, technique, éducative, culturelle à une communauté qui en avait pourtant le plus urgent besoin et qui est sans doute celle, dans le monde arabe, qui a le mieux servi les intérêts de l'Iran et mérité sa gratitude. La revendication de l'instauration au Liban d'une République islamique, si elle peut

faire rêver des militants de base en mal de lendemains qui chantent, est évidemment dérisoire. Elle constitue au mieux un pied de nez aux communautés dominantes chrétiennes et sunnite auprès desquelles on peut se prévaloir, enfin, d'une certaine capacité de nuisance et extorquer quelques avantages. Une domination de la minorité chiite au Liban, outre qu'elle paraît difficile à mettre en oeuvre pratiquement faute de cadres et de savoir faire, serait totalement inacceptable pour Israël autant que pour la Syrie et condamnée dès ses premiers symptômes. L'acharnement thérapeutique de *Tsahal*, passivement observé par l'armée syrienne, sur les positions du Hizballah et les villages chiites du Sud Liban en juillet 1993 ne laisse d'ailleurs subsister que peu de doutes sur les intentions des uns et des autres, pas plus que sur la détermination de Téhéran à ne pas s'engager plus qu'il n'est nécessaire dans la défense de ses instruments stratégiques.

Moins belliqueusement spectaculaire mais sans doute plus important pour le devenir du monde arabe et musulman est le cas des Territoires occupés et de leur profondeur jordanienne. La longue prééminence de l'OLP, à vocation nationaliste, sociale et laïcisante, tend à faire oublier que la première rhétorique de libération de la Palestine fut d'abord élaborée au nom de l'Islam par Hadj Amin Al-Husseini, grand mufti de Jérusalem, de Sheikh Izz Ed-Din Qassem, pionnier de la lutte armée anti britannique et anti sioniste, puis Ahmad Choukeïri, Président de l'organisation jusqu'en 1967, installé au Caire et plus proche des Frères Musulmans que des jeunes cadres marxisants des différents mouvements révolutionnaires. C'est pour s'opposer à ces derniers, en particulier aux dynamiques promoteurs du Mouvement des Nationalistes Arabes (Habbache, Hawatmeh, Wadih Haddad, etc...) que l'Arabie Séoudite favorise dès le début des années 60 la création à Gaza d'une branche particulière des Frères égyptiens placée sous l'autorité de Khairi Al-Agha, palestinien que l'on a pris soin de munir d'un passeport séoudien. Cette branche, qui a reçu la consigne de ne jamais intervenir en Egypte, est essentiellement chargée de ne pas laisser tout le prestige de la lutte identitaire aux seuls progressistes alors favorisés par le vent de l'histoire et le soutien du bloc de l'Est. Le siège du mouvement passe à Amman après la guerre de 1967 et procède à l'unification *de facto* des branches palestinienne et jordanienne des Frères avec cette fois mission de soutenir les Frères d'Egypte dans leur lutte contre le nassérisme. C'est l'époque où le Frère palestinien Saleh Serriyeh, à la tête de la *Fanniyah Al-Aaskariyah*, lance des attaques contre les casernes égyptiennes et forme les premiers militants opérationnels de *Takfir w-al-Hijra*. Les activités du mouvement révèlent alors des objectifs

clairs. Il n'est guère question de prosélytisme ni de rechercher des relais populaires, mais plus simplement de servir les intérêts de Ryadh dans sa résistance conjuguée au nassérisme et à la gauche sociale de l'OLP sur le terrain privilégié de la lutte de libération.

La révolution iranienne va donner une nouvelle impulsion au mouvement islamiste palestinien en faisant de son animation l'objet d'une surenchère entre Téhéran et Ryadh, sans doute alimentée à certaines époques par les autorités israéliennes et l'OLP. Il semble en effet à peu près attesté que le *Shirot Bitahon* (Shin Beth, service de sécurité intérieur israélien) a parfois favorisé les activités de certains islamistes pour faire contrepoids à l'influence de l'OLP. De son côté, la centrale palestinienne menacée a suscité la création de groupuscules islamistes rivaux de ses adversaires (*Aamar; Bait al-Maqdis*). La rivalité entre l'Arabie et l'Iran pour l'appropriation du rôle identitaire de la question palestinienne conduit à substituer au thème "prudent", prôné par Sheikh Ahmad Yassin, de l'édification d'une société islamique comme préalable à la libération du monde musulman, l'objectif immédiat de la lutte armée pour la libération de Jérusalem et de la Palestine. Les plus entreprenants des Frères palestiniens, dont certains avaient été exclus de l'organisation pour aventurisme, saisissent l'occasion pour s'imposer et recueillir les fruits de la surenchère. Fathi al-Shaqaqi et Abd-al-Aziz Audeh créent le Jihad Islamique en 1979 qui s'illustre sous des dénominations diverses de circonstance dans les activités opérationnelles contre les objectifs civils et militaires israéliens. Les réussites du Jihad, qui ne cache pas ses liens avec Téhéran, finissent par provoquer une réaction des pétromonarchies. Dans la seconde moitié des années 1980, Ahmad Yassin change de stratégie, rassemble les Frères de Gaza et de Cisjordanie, abandonne le thème de l'islamisation préalable pour s'inscrire dans la lutte armée et la désobéissance civile violente sous le sigle de Hamas (*Harakat al-Muqawwama al-Islamiyya*) dont les succès dans l'*Intifadah* et la "guerre des pierres", rentabilisant une longue tradition d'encadrement et de mobilisation sociale dans les milieux défavorisés, sont rapides et spectaculaires.

Le résultat le plus clair de cette spirale de dépassements et de surenchères ne va cependant pas dans le sens d'une clarification des problèmes. L'interlocuteur palestinien est devenu insaisissable parce que sans cesse multiplié et dépassé dans son discours. La diplomatie israélienne peut à juste titre en proclamer la disqualification et, puisqu'il n'est qu'un instrument, traiter à ses dépens directement avec ceux qui le manipulent. Elle ne s'en prive pas. Téhéran et Ryadh sont les derniers à le lui reprocher.

A "l'arrière" du front, la Jordanie, qui ne peut mobiliser les capacités répressives de l'Algérie ou de l'Égypte, a opté pour le pragmatisme. Elle vit avec ses islamistes comme elle avait appris à vivre avec ses Palestiniens, en leur accordant un droit de cité mais en exploitant leurs divisions et en sanctionnant vigoureusement leurs entorses à la règle du jeu. Appuyées sur les mêmes catégories sociales conservatrices qu'ailleurs, occupant comme ailleurs le même créneau social, associatif et caritatif, les différentes formations islamistes jordaniennes totalisent environ 30% de l'électorat, ce qui correspond d'ailleurs aux estimations concernant l'impact des fondamentalistes en Égypte et au Maghreb. Enfermées dans une logique de participation minoritaire mutuellement consentie au pouvoir, ces formations ne peuvent guère recourir au discours démagogique ni prendre le risque de proposer, et donc d'avoir à gérer, les projets utopiques qui font habituellement le succès du fondamentalisme. Leur prestige populaire s'en trouve atteint d'autant que leur position ne leur permet pas non plus de cautionner les actes de subversion violente qui parent leurs homologues maghrébins de l'aura de Robin des Bois. Les élections de fin 1993 devraient permettre de déterminer la viabilité du *modus vivendi* trouvé par le pouvoir jordanien. Mais il faut reconnaître que celui-ci n'a pu prendre ce risque calculé que parce qu'il se trouve sous la protection inavouée de deux puissances particulièrement attentives au problème fondamentaliste : Israël et la Syrie alaouite. Cela n'a d'ailleurs pas empêché l'Arabie ni l'Iran de tenter d'instrumentaliser le fondamentalisme jordanien, la première pour défendre sa légitimité face au descendant des Hachémites (affaire du *Jaïsh Muhammad*), le deuxième pour marquer sa présence face à Israël (affaire Shubeilat-Qarrash), alors que ni Ryadh ni Téhéran n'apportent le moindre soutien sérieux aux islamistes qui jouent le jeu de la légalité.

Sur les marches nord-est du monde musulman, l'Arabie et l'Iran se livrent également à une surenchère qu'Olivier Roy a étudiée dans les moindres détails. Mode d'affirmation identitaire face à l'Inde, l'Islam pakistanais est actuellement détourné de son objectif par la rivalité irano-séoudienne en Afghanistan et en Asie Centrale. Relayée par l'armée et les services pakistanais avec qui elle sait se montrer pour l'occasion généreuse, appuyée sur des ONG pakistanaises créées à cette seule fin, l'Arabie Séoudite tente d'imposer son influence sur l'Afghanistan et les Républiques musulmanes d'Asie Centrale, arrières stratégiques de l'Iran qui ne reste évidemment pas sans réagir. La question est trop actuelle pour justifier de longs développements, mais les premiers résultats de cette confrontation sont déjà clairs. Libéré de l'inter-

vention soviétique, l'Afghanistan s'enfonce dans une guerre civile destructrice sans fin qui met aux prises partisans de Ryadh et de Téhéran. Le conflit est mis à profit par les deux parties pour servir de terrain d'entraînement aux recrues de toutes nationalités destinées à assurer la subversion violente ailleurs. Enfin l'effondrement de l'autorité civile a permis le développement d'une économie délinquante fondée sur la culture et la commercialisation de la drogue rentabilisant les investissements consentis par l'un et l'autre. Bien que tempérées par des conditions locales différentes et le maintien de groupes "laïcisants" (ou se prétendant tels par opportunité) puissants, les mêmes logiques de surenchère fondamentaliste entre partisans actionnés par les deux "grands" de l'Islam ont gagné le Tadjikistan, également livré à la confusion civile, et à un moindre degré l'Ouzbékistan et les autres Républiques musulmanes.

Un arc de cercle de la rivalité irano séoudienne est ainsi perceptible, partant de la Malaisie, passant par le Pakistan, l'Asie Centrale, le Caucase, la Turquie, les Balkans, pour se terminer dans les structures islamiques qui encadrent les communautés émigrées en Europe. Les ressorts de cette rivalité sont partout les mêmes. Il s'agit moins de proposer un ordre nouveau et d'aider à sa création que d'empêcher la présence de l'autre. Les tactiques mises en oeuvre sont toujours celles de la surenchère au discours fondamentaliste, les déclarations de soutien fortement médiatisées mais rarement suivies d'effet, la démonstration de capacités de nuisance supérieures.

Le débat sur le vécu séculier des prescriptions révélées par le Coran et ses annexes est ouvert dans une cinquantaine de pays où l'Islam est soit unanimement partagé soit fortement implanté. On ne saurait voir dans cette seule manifestation un phénomène plus préoccupant que les débats parallèles, évoqués de façon comparative par Gilles Kepel, qui agitent les autres sociétés à religion révélée. Il serait d'ailleurs dangereux d'évacuer ce débat, comme on a maladroitement tenté de le faire en France pour l'affaire dite "du voile", sous le prétexte qu'il serait, *sui generis*, facteur déclenchant d'une déstabilisation de la société. Le problème se pose au contraire quand ce vécu n'est plus l'enjeu d'un débat mais se trouve instrumentalisé par une minorité subversive au profit d'une conquête exclusive et violente du pouvoir. S'astreindre à cette distinction permet d'éviter l'écueil d'un amalgame facile entre le débat lui-même et ses manifestations paroxystiques. De même on peut alors relativiser le cliché, un peu paranoïaque en Occident, d'une sorte d'inéluctable pandémie fondamentaliste,

indifférenciée et agressive, qui submergerait actuellement l'ensemble du monde musulman, expression tératologique du XXI^{ème} siècle mystique annoncé par André Malraux. La crise, même si elle provoque des échos, n'apparaît en fait ni généralisée, ni universelle.

Le problème n'est pas ici de savoir si l'Islam peut ou non fournir un contexte opératoire au vécu et à la gestion de la Cité. Il est en tous cas certain que l'Islam, qui se veut une vocation universelle, disqualifie cette vocation quand il est confisqué et instrumentalisé par une minorité étatique, économique ou sociale aux fins d'une stratégie de conquête ou de maintien du pouvoir. La situation s'apparente de très près à la confiscation du marxisme par la Russie stalinienne aux fins que l'on sait. Le fondamentalisme musulman [1] n'est pas né de la rivalité irano-séoudienne ni du malaise des classes socio-économiques qui l'invoquent, mais par le jeu des surenchères extrémistes et des confiscations successives à des fins stratégiques et tactiques, il en est devenu la toile de fond et le ressort, occultant le fait que le "retour aux fondements de la loi" n'épuise pas tout le débat interne de l'Islam. Car de deux choses l'une, ou l'*ijtihad* demeure fermé et l'interprétation rigoriste des sources est aussi illégitime que les autres, ou il est réouvert et cette interprétation n'est pas plus légitime que les autres. Le mépris de ce raisonnement élémentaire et la confiscation du droit interprétatif par une minorité agissante viennent d'être illustrés de façon caricaturale par les Frères d'Égypte qui ont introduit un recours en annulation du mariage d'un jeune universitaire, Nasser Hamid Abou-Zeïd, qu'ils accusent d'apostasie (donc insusceptible d'épouser une musulmane) pour avoir fourni une interprétation non conforme à celle des Frères. Le procédé est habile puisqu'au travers d'un problème de droit civil, il met les juges en demeure de trancher sur les titulaires du droit d'interprétation.

[1] C'est à dessein que l'on s'est interdit ici le terme d'intégrisme qui suppose qu'il y aurait un Islam qui serait intégriste et un autre qui ne le serait pas, que le musulman aurait la faculté de doser sa soumission à la loi. En revanche il existe plusieurs lectures de celle-ci, résultant d'efforts d'exégèse réglementés (*ijtihad*) et en principe terminés, consacrées au sein d'écoles d'interprétation reconnues ("rites").

La même habileté terroriste est mise en oeuvre par l'Iran et l'Arabie dans l'application de leur raison d'Etat, ainsi que par leurs alliés et agents dans les pays suffisamment fragilisés pour s'ouvrir à leur rivalité et à leurs intérêts stratégiques. La démarche, même si elle est efficace, reste une manoeuvre et relève de l'artifice. Elle ne suffit pas à créer le fondamentalisme là où il n'est pas ni à l'imposer comme

recours exclusif à des sociétés mieux structurées et plus solides. Si tous les pays musulmans comptent des fondamentalistes, tout comme il existe des fondamentalistes chrétiens en Occident, leur passage à la subversion, dont la violence monopolise l'attention, demeure une affaire de circonstances et de soutiens extérieurs plus politiques que religieux. Il apparaît erroné et dangereux de prétendre que le passage au fondamentalisme constitue une évolution inéluctable et généralisée du monde musulman en cette fin de siècle. Dans les pays les plus problématiques comme l'Algérie, le fondamentalisme qui constituait le seul refuge d'opposition réelle à un pouvoir disqualifié totalisait au mieux 35 à 40% d'adhésion. On l'estime à 30% en Jordanie et en Égypte, 20% au Soudan et en Tunisie, entre 10 et 15% ailleurs. On est loin d'une déferlante idéologique et la gravité du problème reste essentiellement fonction de l'exploitation extérieure qui en est faite tant par ceux qui s'en servent que par ceux qui le combattent. Le principal danger serait de légitimer le fondamentalisme en l'érigant en pôle de reconnaissance identitaire religieux, national ou social. Dans ce domaine les adversaires du fondamentalisme, à l'intérieur ou à l'extérieur du monde musulman, se révèlent souvent ses meilleurs soutiens et ses propagandistes les plus efficaces.

Enfin s'impose l'évidence que le jeu des extrémismes profite plus aux riches qu'aux pauvres. L'Arabie reste pour longtemps encore bénéficiaire d'une confortable rente pétrolière. L'Iran, puissance régionale peuplée et forte de ressources naturelles diversifiées ne sera pas le "troisième grand", comme le prédisaient les chantres du régime impérial, mais sait pouvoir compter sur son dynamisme et ses ressources pour assurer l'avenir dans des conditions acceptables quel que soit le modèle de développement retenu. Pour les autres, et particulièrement pour ceux que leur fragilité économique ou sociale a projetés dans le champ des surenchères fondamentalistes avec leur cortège de violences, de blocages et d'exclusions, l'avenir n'en paraît que plus sombre. Pour les Musulmans en général, et pour les Arabes en particulier, l'escalade du fondamentalisme, Islam confisqué, dans son expression démagogique, faussement populiste, subversive et destructrice pose une nouvelle fois la même lancinante question. Ecrasés entre un passé prestigieux et des lendemains qui chantent, que reste-t-il de leur présent ?

ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- AJAMI Fouad, "The vanished imam", 1986, Cornell University Press, New York
- AL AHNAF, BOTIVEAU et FREGOSI, "L'Algérie par ses islamistes", 1991, Karthala, Paris
- AL EFFENDI Abd-ul-Wahhab, "Turabi's Revolution", 1991, Grey Seal Books, Londres
- BANI SADR Abol-Hassan, "Le complot des Ayatollahs", 1989, La Découverte, Paris
- BEAUGE Gilbert, "Les capitaux de l'Islam", 1989, CNRS, Paris
- BURGAT François, "Les islamistes tunisiens", 1986, Les Cahiers de l'Orient n°4, pp.49-61, Paris
- BURGAT François, "L'islamisme au Maghreb", 1988, Karthala, Paris
- CARRE Olivier, "L'Islam et l'Etat dans le monde d'aujourd'hui", 1982, P.U.F., Paris
- CARRE Olivier et MICHAUD Gérard, "Les Frères Musulmans", 1983, Gallimard, Paris
- DJALILI Mohammed Reza, "Diplomatie islamique, stratégie internationale du khomeynisme", 1989, P.U.F., Paris
- KEDDIE Nikki et HOOGLUND, "The Iranian revolution and the Islamic Republic", 1986, Syracuse University Press
- KEPEL Gilles, "Le Prophète et Pharaon", 1984, La Découverte, Paris
- KEPEL Gilles, "La revanche de Dieu", 1991, Seuil, Paris
- KIDER Amad, "Interview de Hassan Tourabi", mai 1993, Arabies n°77, pp.22-25, Paris
- LALEVEE Thierry, "La Corne de l'Afrique face aux vents d'ouest", mai 1993, Arabies n°77, pp.14-18, Paris
- LEVEAU Rémy, "Le Sabre et le Turban", 1993, François Bourin, Paris
- LEVEAU Rémy, "La Tunisie du Président Ben Ali", in Maghreb Machrek n°123, 2. trim. 1989
- MOUBARAK Hosni, Interview à "El-Anbaa", 13 mars 1993
- PRUNIER Gérard, "Sudan, history, identity, ideology", 1991, Oxford Ithaca Press, New York
- PRUNIER Gérard, "Les Frères et l'Armée au Soudan", 1992, Les Cahiers de l'Orient n° 27, Paris
- PRUNIER Gérard et LAVERGNE Marc, "Les Frères Musulmans au Soudan, un islamisme tacticien." in "Le Soudan contemporain", 1989, Karthala, Paris
- ROUADJIA Ahmed, "Les Frères et la Mosquée", 1990, Karthala, Paris
- ROY Olivier, "L'Echec de l'Islam politique", 1992, Seuil, Paris
- ROY Olivier, "Urss, Islam et Asie Centrale", in Esprit n°6, juin 1991, pp.280-292, Paris
- ROY Olivier, "Afghanistan, les raisons d'un conflit interminable", in Cultures et Conflits n°1, 1991
- RYCX Jean François, "Islam et dérégulation financière", 1987, CEDEJ, Le Caire
- RYCX Jean François, "Le rapport entre la finance islamique et le politique en Egypte et au Soudan", 1988, Actes du colloque "Religion et politique dans le Soudan contemporain", Paris
- SALAMEH Ghassan, "L'Islam en Arabie Séoudite", in Pouvoirs n°12, 1983, pp.125-130

Les données techniques ou chiffrées proviennent de l'exploitation raisonnée et du recoupement de différentes sources telles que les Rapports annuels sur l'économie et le développement de la Banque Mondiale et du FMI, l'Annuaire de l'Afrique du Nord, Universalialia, l'estimatif annuel des assureurs internationaux Gras-Savoie, L'Etat du Monde, Military Balance de l'ISS de Londres ainsi que des articles de fond spécialisés du Financial Times et de Nord Sud Export Consultants.